

Politique | Gérard Larcher remobilise ses troupes en vue des municipales



A la veille de l'ouverture du 15e Congrès des Régions de France, ce mardi à Bordeaux, le président du Sénat Gérard Larcher est venu fort à propos tenir conférence, vendredi soir au Palais des Congrès de Rochefort. La Nouvelle-Aquitaine était son avant-dernière étape d'un tour de France des régions qui le verra ensuite partir en Centre-Val de Loire. On peut supposer que choix de La Charente-Maritime n'est pas anodin pour représenter la région, le Département étant mené par la droite avec à sa tête un homme fort, Dominique Bussereau, dont le passé de ministre n'est pas inconnu. Gérard Larcher était également venu un an plus tôt en Charente-Maritime, à la même période de l'année.

Le thème qui l'a amené à deux reprises sur les terres charentaises-maritimes est le même : la décentralisation. Comme l'an dernier avec les élus de Charente-Maritime et des Deux-Sèvres, il est venu écouter les griefs et doléances des élus – cette fois-ci des représentants des départements de toute la Nouvelle-Aquitaine – et s'adresser aux quelque 500 maires et présidents d'intercommunalités présents. Parmi les thèmes abordés : le sentiment de désengagement de l'Etat, l'impression de centralisation du système décisionnaire à Paris, les changements d'attribution de compétences... « La suppression de la taxe d'habitation comme revenu des collectivités, la disparition des services publics de proximité hors métropoles, la baisse des dotations de l'Etat, sont les trois principales origines du malaise actuel d'un grand nombre d'élus locaux », constate le président de l'association des maires de Charentes-Maritime Michel Doublet, qui s'inquiète de voir « 26% des maires du département affirmer aujourd'hui qui ne se représenteront pas en mars prochain ». Pour le sénateur vendéen et président du groupe LR au Sénat Bruno Retailleau, « cette mandature 2014-2019 fut la plus dure pour les maires depuis la fin de la Seconde guerre mondiale ». « Les communes veulent qu'on arrête les réformes, car elles n'ont pas le temps de les mettre en place qu'il en arrive déjà une autre, elles ont besoin de visibilité », a renchéri la sénatrice charentaise-maritime Corine Imbert, « les maires demandent qu'on leur fasse confiance, ils ont besoin d'aide et de capacités financières – les élus ne sont pas des flambeurs. Aujourd'hui, beaucoup ne pourraient rien mettre en place sans l'accompagnement des Intercommunalités et des Départements ». Et Bruno Retailleau d'enfoncer le clou : « En étirant le lien géographique, on a brisé le lien civique avec les populations. On a perdu l'échelle humaine ».

« Stabilité, visibilité, proximité »



Après la contrition, la remobilisation. Gérard Larcher et Bruno Retailleau sont venus avec des pistes de solutions, dont ils résumant les ambitions en trois objectifs : « stabilité, visibilité, proximité ». Renouvelant ses promesses de l'an dernier, Gérard Larcher a promis un texte en préparation, dans le cadre de la loi de finances. Il veut y « faire retrouver le rôle et la place des maires : conseils, décisions, possibilité de revoir un certain nombre de compétences, la disparition des compétences optionnelles – ne garder que les compétences optionnelles facultatives simplifiées -, pouvoir conserver certaines par les intercommunalités car certaines marchent bien. » Il propose notamment de faire sortir les collectivités de la compétence « eau et assainissement ». Bruno Retailleau va plus loin : « en matière d'autonomie fiscale, nous proposons deux points : combler le trou de la taxe d'habitation pour éviter l'effet de ciseau avec des dépenses sociales qui explosent et des ressources qui diminuent ; défendre le Département pour qu'il soit une garantie de l'aide pour la ruralité ; inscrire dans la Constitution le principe simple de la responsabilité de l'Etat entre les collectivités, « celui qui décide paie. » Ce n'est plus Paris qui décide, la province qui paie, plus jamais ! » En matière de décentralisation, Bruno Retailleau insiste pour « repenser l'action de l'Etat dans les territoires. Il faut que l'Etat s'organise dans les Départements, casser les DIRECT et les DREAL pour re-concentrer l'action au niveau des Départements en l'organisant autour du Préfet de département, qui connaît le terrain et est capable de l'adapter à la réglementation de façon intelligente ».

Appelant les élus à reprendre courage, Gérard Larcher a incité les maires à être les premiers acteurs de cette décentralisation : « Les élections municipales en particulier et les élections territoriales ensuite, sont le levier essentiel pour inverser la verticalité [du pouvoir] et refonder la confiance » du peuple. Une exhortation autant qu'un appel du pied à remettre la droite au cœur de la politique locale.

Anne-Lise Durif
Crédit Photo : Anne-Lise Durif
Publié sur aqui.fr le 01/10/2019
[Url de cet article](#)